

OGECE SAINT VINCENT DE PAUL

**Siège social : Lycée Technologique Saint Vincent de Paul
47 rue des Sablières
33800 BORDEAUX**

***Rapport du Commissaire aux comptes sur les Comptes annuels
Exercice clos le 31 août 2023***

SAS CABINET AVIANO & ASSOCIES

Société de Commissariat aux Comptes
membre de la Compagnie Régionale
de Grande Aquitaine
Société d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre de la
Région Nouvelle Aquitaine

**1 rue Félix Aunac
47000 AGEN**

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2023

Aux Membres de l'Association,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Saint Vincent de Paul relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Bx

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous avons notamment vérifié que les produits et les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice se rapportent bien à l'année scolaire 2022/2023 et qu'ils sont réels et exhaustifs. Nos conclusions se sont révélées être satisfaisantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Agen, le 26 février 2024

Pour la SAS Cabinet Aviano & Associés



Sébastien BONNEFONT
Commissaire aux Comptes

Comptes annuels
Exercice clos le 31 août 2023

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2023	Net au 31/08/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	173 092	160 462	12 630	13 218
Immobilisations corporelles				
Constructions	7 021 253	5 123 918	1 897 334	1 988 101
Installations techniques, matériels et outillages industriels	686 767	605 192	81 575	106 605
Autres immobilisations corporelles	661 729	557 641	104 088	127 290
Immobilisations corporelles en cours	17 421		17 421	106 711
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	25 680		25 680	67 956
Total I	8 585 942	6 447 214	2 138 728	2 409 881
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	8 898		8 898	8 898
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés	94 226	87 084	7 143	17 874
Autres	1 409 685	41 545	1 368 140	1 323 925
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	126 000		126 000	126 000
Disponibilités	1 909 355		1 909 355	1 927 877
Charges constatés d'avance	52 651		52 651	58 096
Total II	3 600 815	128 629	3 472 186	3 462 670
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	12 186 756	6 575 842	5 610 914	5 872 550
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

documents visés par le
commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/08/2023	au 31/08/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires	519 561	519 561
Fonds propres avec droits de reprise		
Report à nouveau	2 815 716	2 750 767
Excédent ou déficit de l'exercice	9 257	64 949
Situation nette (sous-total)	3 344 534	3 335 277
Subventions d'investissement	913 490	1 031 746
Total I	4 258 024	4 367 023
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	76 197	80 234
Total II	76 197	80 234
PROVISIONS		
Provisions pour charges	370 500	370 500
Total III	370 500	370 500
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	589 855	698 217
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	2 080	8 730
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	178 112	208 597
Dettes fiscales et sociales	113 196	94 986
Autres dettes	6 874	6 770
Produits constatés d'avance	16 076	37 493
Total IV	906 193	1 054 794
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 610 914	5 872 550
(1) Dont à plus d'un an (a)	478 979	
Dont à moins d'un an (a)	425 134	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

documents visés par le
commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	124 201	64 957
Ventes de prestations de services	1 614 324	1 529 232
dont parrainages	1 867	5 069
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 253 844	1 206 130
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	18 428	69 046
Utilisations des fonds dédiés	4 037	4 037
Autres produits	3 125	6 574
Total I	3 017 958	2 879 975
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	38 240	1 865
Variation des stocks		-3 261
Autres achats et charges externes	1 354 321	1 313 532
Impôts, taxes et versements assimilés	92 992	83 983
Salaires et traitements	952 597	874 094
Charges sociales	353 916	326 264
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	297 729	285 665
Autres charges	2 190	43 633
Total II	3 091 985	2 925 775
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-74 027	-45 800
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	12 502	1 115
Total III	12 502	1 115
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	14 658	17 096
Total IV	14 658	17 096
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-2 157	-15 981

documents visés par le
commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-76 183	-61 781
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	53 274	1 530
Sur opérations en capital	123 255	128 347
Total V	176 529	129 877
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	91 089	3 148
Total VI	91 089	3 148
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	85 440	126 730
Total des produits (I+III+V)	3 206 989	3 010 968
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 197 732	2 946 019
EXCEDENT OU DEFICIT	9 257	64 949
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	43 542	43 542
Total	43 542	43 542
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	43 542	43 542
Total	43 542	43 542

documents visés par le
commissaire aux comptes

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
OGEC SAINT VINCENT DE PAUL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023, dont le total est de 5 610 914 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 9 257 euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/12/2023.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation, et au plan comptable particulier des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 40 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 40 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

documents visés par le
commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,80 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	173 092			173 092
Immobilisations incorporelles	173 092			173 092
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 505 652			2 505 652
- Constructions sur sol d'autrui	2 247 002			2 247 002
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 135 542	133 057		2 268 599
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	686 767			686 767
- Installations générales, agencements aménagements divers	44 696			44 696
- Matériel de transport	14 292			14 292
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	597 234	5 507		602 742
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	106 711	30 720	120 010	17 421
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 337 895	155 467	120 010	8 387 170
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	67 956	11 892	54 168	25 680
Immobilisations financières	67 956	11 892	54 168	25 680
ACTIF IMMOBILISE	8 578 943	181 176	174 178	8 585 942

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		155 467	11 892	167 359
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		155 467	11 892	167 359
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		123 612	54 168	177 780
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		123 612	54 168	177 780

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	159 874	588		160 462
Immobilisations incorporelles	159 874	588		160 462
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 854 027	75 240		1 929 268
- Constructions sur sol d'autrui	1 407 777	80 646		1 488 423
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 638 290	67 938		1 706 228
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	580 162	25 030		605 192
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 078	3 058		7 136
- Matériel de transport	14 292			14 292
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	510 563	25 651		536 214
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	6 009 188	277 563		6 286 752
ACTIF IMMOBILISE	6 169 062	278 151		6 447 214

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 582 242 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	25 680		25 680
Autres	25 680		25 680
Créances de l'actif circulant :	1 556 562	1 469 479	87 083
Créances Clients et Comptes rattachés	94 226	7 143	87 083
Autres	1 409 685	1 409 685	
Charges constatées d'avance	52 651	52 651	
Total	1 582 242	1 469 479	112 763

Produits à recevoir

	Montant
PRODUITS A RECEVOIR	891 818
INTERETS A RECEVOIR	8 258
SUBVENTION A RECVOIR	515 543
Total	1 415 619

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	113 545	20 533	5 449	128 629
Total	113 545	20 533	5 449	128 629
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		20 533	5 449	
Financières				
Exceptionnelles				

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	519 561				519 561
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	2 750 767	64 949			2 815 716
Excédent ou déficit de l'exercice	64 949	-64 949	9 257		9 257
Situation nette	3 335 277		9 257		3 344 534
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 031 746		5 000	123 255	913 490
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	4 367 023		14 257	123 255	4 258 024

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	370 500				370 500
Total	370 500				370 500
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 904 113 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	589 855	110 876	399 196	79 783
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	178 112	178 112		
Dettes fiscales et sociales	113 196	113 196		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	6 874	6 874		
Produits constatés d'avance	16 076	16 076		
Total	904 113	425 134	399 196	79 783
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	108 362			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
FRS - FACT. NON PARVENUES	131 663
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	13 449
CHARGES A PAYER	6 874
Total	151 987

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	52 651		
Total	52 651		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE TAXE APPRENTISSAGE COLLECTEE A AFFE	15 305 771		
Total	16 076		

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Prestations assurées par l'établissement

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/08/2023
Contribution des familles	845 853
Forfaits d'externat	1 076 680
Animation centre de formation	1 867
Animation UFA	728 971
Autres	161 835
TOTAL	1 738 525

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Subventions de fonctionnement

Etat	
Régions	63 066
Départements	
Communes et groupements de communes	
Subventions de fonctionnement - Taxe d'apprentissage	11 118
Autres subventions de fonctionnement	
Report de subventions	
TOTAL	74 184

documents visés par le
commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/08/2023	31/08/2022
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 502	1 115
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	12 502	1 115
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 658	17 096
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	14 658	17 096
Résultat financier	-2 157	-15 981

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	12	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	91 077	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		53 274
Subventions d'investissement virées au résultat		123 255
TOTAL	91 089	176 529

documents visés par le
commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	38 382
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Garantie par des comptes bancaires bloqués à terme à hauteur de 50% du montant emprunté	50 112
Autres engagements donnés	50 112
Total	88 494

Valorisation d'un équivalent-loyer

- Superficie corrigée occupée par l'établissement : 3 956,00 m²
- Coût de reconstruction à neuf au mètre-carré : 900,00 euro
- Valeur totale de reconstruction à neuf : 3 560 400 euro

L'équivalent-loyer est calculé en tenant compte d'un pourcentage, conseillé par la FNOGEC, pour couvrir essentiellement les amortissements, les provisions pour grosses réparations et les charges d'emprunts. Il est estimé à de 1,22 %.

- Montant de l'équivalent-loyer correspondant : 43 542 euro

documents visés par le
commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euro
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Garanties d'emprunts accordées par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine	489 631
Autres engagements reçus	489 631
Legs nets à réaliser	
Total	489 631

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 38 382 euro

documents visés par le
commissaire aux comptes